



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

## ***Déclaration sur la crise post-électorale au Gabon***

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** exprime sa vive inquiétude face à l'escalade de la violence après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle au Gabon, le Mercredi 31 Août 2016, par le Ministère de l'Intérieur annonçant la victoire de Ali Bongo Ondimba avec 49,80% des voix contre 48,20% pour son Challenger Jean Ping, ancien Ministre des Affaires étrangères du défunt Président Oumar Bongo et ancien Président de la Commission de l'Union africaine.

La RADDHO rappelle que cette élection présidentielle à un seul tour avait mobilisé 627 805 électeurs et enregistré un taux de participation de 59,43%. Les suffrages exprimés étaient de 358 890 voix à partir desquels il fallait calculer le nombre de voix de chacun des deux principaux candidats.

Bien que l'élection se soit déroulée dans un pays situé au centre du continent africain, la RADDHO déplore qu'aucun Etat membre de l'Union Africaine n'ait réagi pour inviter les acteurs politiques des deux camps à la retenue et à privilégier une solution de sortie de crise pour éviter que le Gabon ne sombre dans un chaos total.

En dehors du communiqué de presse de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine condamnant la violence post-électorale et appelant les parties à privilégier une solution pacifique à la crise née de la contestation des résultats électoraux, aucune initiative diplomatique africaine sérieuse n'a été entreprise pour contenir la crise et surtout soutenir le Peuple gabonais dans sa quête d'une démocratie réelle.

Les réactions jusque-là enregistrées émanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de la France, de l'Union Européenne et des Etats-Unis d'Amérique.

Une telle inaction africaine est déplorable, voire condamnable.

Face à une telle situation aux conséquences incalculables, la **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** :

- **Condamne** avec fermeté les violations des droits humains perpétrées par les forces de l'ordre depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle ;
- **Exige** que les auteurs de ces actes inqualifiables soient identifiés et traduits devant les tribunaux ;
- **Lance** un appel aux deux camps adverses pour l'arrêt immédiat de l'escalade de la violence dans l'intérêt du Peuple gabonais souverain et qui est le dépositaire de la légitimité populaire ;
- **Demande** à l'Etat gabonais de mettre un terme à l'usage disproportionné de la force et aux privations de liberté des opposants sans fondement légal ;
- **Demande** aux forces contestataires de cesser les actes de violence, les pillages et autres actes de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité publique ;
- **Exhorte** le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine à se réunir immédiatement pour mettre un terme à la violence post-électorale et œuvrer à la recherche d'une solution de sortie de crise ;
- **Invite** la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale à se joindre aux initiatives de la Commission de l'Union Africaine visant à trouver une solution à la crise gabonaise ;
- **Demande** aux Gabonais d'œuvrer pour la paix et la concorde nationale et de privilégier la recherche consensuelle de solutions aux dérives de leur système politique actuel.

**Fait à Dakar, le 02 Septembre 2016**  
**Le Secrétariat Général**